



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Relations internationales,  
tourismes, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Alex LARUE, Jean-Luc SAVY

## **Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Commune de Le Crès - Parc d'Activités Économiques (PAE) "Rue Pic Saint Loup / Maumarin" - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Un Parc d'Activités Économiques (PAE) d'environ 32 ha est situé au Nord-Ouest de la commune du Crès, sur le site dit « rue Pic Saint Loup / Maumarin ». Ce site déjà urbanisé, qui accueille un tissu disparate d'activités artisanales, industrielles et commerciales ainsi que des opérations de logements, offre encore de réelles opportunités de densification économique. Il présente un site vacant de 2,5 ha, le site « SPAPA », sur l'emprise d'une ancienne centrale d'enrobé qui fait l'objet d'une attention particulière de la commune et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre du PLU en vigueur, ce PAE est affecté à des activités industrielles, artisanales et commerciales. L'aménagement et l'extension des constructions à usage d'habitation sont possibles dans la limite de 20 % de la Surface De Plancher (SDP).

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) considère ce site comme une polarité économique d'équilibre en tissu à dominante d'activités.

A la suite d'une première étude, il ressort de l'analyse du site que la majeure partie des emprises sont affectées à des fonctions économiques (de façon exclusive ou mixte). Or, face au manque de foncier économique, le moment semble opportun pour s'interroger sur les perspectives d'évolution maîtrisée de ce grand secteur dans une démarche de développement durable et d'accompagner cette mutation au cours des toutes prochaines années. En conséquence, il convient donc de mettre en place les conditions nécessaires à la maîtrise de son évolution.

Aussi, afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement, il est proposé au Conseil de Métropole de prendre en considération la mise à l'étude de la requalification de ce secteur et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme. Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études.

Le Maire pourra opposer, le cas échéant, un sursis à statuer sur toute demande d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation, déposé dans le périmètre pris en considération, dans la mesure où l'autorisation sollicitée serait susceptible de porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre en considération la mise à l'étude d'un projet d'aménagement du secteur « Rue du Pic Saint Loup / Maumarin » sur la commune du Crès ;
- instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.421-1 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-105930-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Périmètre de prise en considération

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.